

en 1963...? On constate aussi l'épuisement de la caisse d'assurance-chômage de 900 millions de dollars et de la caisse spéciale de défense de 165 millions, soit, si l'on présente la facture d'ensemble—c'est-à-dire ce qu'il en a coûté de «suivre John»—3,126 millions de dollars.

M. Benidickson: Cela n'en valait pas la peine!

L'hon. M. Pearson: Il y a lieu de se rappeler qu'il s'agit de déficits qui ne se traduisent pas par des réalisations, de dettes sans expansion correspondante.

Le ministre des Finances se souviendra peut-être de ses propres paroles, prononcées en juin 1958, lorsqu'il a dit:

Ces immenses déficits...

C'était en 1958, après une période d'excédents libéraux.

L'hon. M. Fleming: Et de déficits.

L'hon. M. Pearson: Je poursuis:

Ces immenses déficits...ont des graves conséquences...pour la santé future de notre pays.

Les faits sont bien établis, monsieur l'Orateur. Ils se fondent sur ce que nous avons pu constater au cours des dernières années. Ils nous portent à réfléchir et appellent une politique raisonnable fondée sur la compréhension des choses et des mesures tendant à favoriser le progrès du pays. Mais le gouvernement ne semble pas se rendre compte de la nature grave, compliquée et persistante des problèmes économiques que reflètent les faits précités. Le premier ministre et ses collègues sont trop occupés à se taper mutuellement sur l'épaule alors qu'ils traînent les pieds, ce qui est un exercice de gymnastique extrêmement difficile.

Ces années perdues, on en voit maintenant le résultat: le gouvernement est incapable même de comprendre les problèmes qui se posent à lui et, bien entendu, c'est une condition indispensable à la solution des problèmes que de les bien comprendre. Le Canada et le gouvernement canadien n'ont plus la réputation de bien gérer leurs propres affaires. Les Canadiens qui voyagent à l'étranger de ce temps-ci sont un peu déçus quand on leur demande ce qui s'est passé au Canada. La réponse, c'est qu'un changement de gouvernement pourrait tout rectifier au Canada. Si les ministres ne sont pas au courant de cette situation, s'ils ne sont pas au courant de ces questions, ils habitent une tour d'ivoire qu'ils ont eux-même constituée à force de lire et de croire leur propre propagande.

L'hon. M. Walker: Vous devriez aller au delà du Mexique.

L'hon. M. Pearson: La plupart des observateurs étrangers qui posent ces questions ne sont pas influencés par des considérations de parti ni par d'autres considérations subjectives. Ils ne sont pas membres d'une presse servile. Ils ne subissent l'influence ni des discours de l'opposition ni même des contes de fées du gouvernement.

Pourquoi le rédacteur du *Financial Times* de Londres a-t-il fait, en mai 1961, l'analyse suivante de la situation au Canada, après y avoir fait un voyage, s'il n'était pas sincère—et n'oublions pas que, lorsqu'ils viennent au Canada, ceux qui sont chargés de missions analogues passent beaucoup plus de temps avec les ministres du gouvernement qu'avec les députés de l'opposition. Voici donc ce qu'il dit:

Remontez à l'époque où je n'étais pas seul à croire que le Canada était le pays le mieux administré au monde, alors que ce pays recueillait des dividendes inattendus des sombres et désespérantes années trente.

Puis, comparant la situation qui existait pendant la première décennie qui a suivie la seconde guerre mondiale à celle qui caractérise la deuxième décennie, il s'exprime en ces termes:

Un Canada confiant, sûr de lui-même et de sa destinée...

Image qu'il oppose à celle-ci:

Un Canada maintenant plongé dans la confusion économique et qui se perd presque en excuses; un Canada qui a été à l'avant-garde du progrès mondial et qui a attiré les capitaux des quatre coins du globe.

Et il est maintenant

Un Canada qu'on classe même après les nations retardataires au point de vue économique.

Pourquoi l'éditeur d'un journal financier britannique écrit-il ces choses?

L'hon. M. Fleming: Parce qu'il ne sait pas ce qui se passe au Canada.

L'hon. M. Nowlan: Combien l'a-t-on payé pour écrire ça?

L'hon. M. Pearson: Allez-vous rejeter le blâme sur une presse servile? Allez-vous rejeter le blâme sur l'opposition?

Une voix: Il ne sait pas de quoi il parle.

L'hon. M. Pearson: Pourquoi un journal sérieux comme le *Times* de Londres juge-t-il nécessaire, le 31 octobre, de donner quelques-unes des raisons pour lesquelles le Canada n'a pas eu une bonne publicité et pour les «déceptions» qu'on éprouve à l'égard de notre pays? Le *Times* donne ses propres raisons, dont l'une a été reprise et développée dans sa Revue financière annuelle, quand on y parle de l'affaire Coyne comme d'une «chicane de ménage inimaginable et sans précédent—une ombre au tableau canadien».